



Assemblée générale

Distr. générale
12 décembre 2000
Français
Original: arabe

Cinquante-cinquième session

Point 97 de l'ordre du jour

Formation et recherche

Rapport de la Deuxième Commission

Rapporteur : M. Ahmed **Amaziane** (Maroc)

I. Introduction

1. À sa 9e séance plénière, le 11 septembre 2000, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquante-cinquième session la question intitulée « Formation et recherche » et de la renvoyer à la Deuxième Commission.

2. La Deuxième Commission a examiné la question à ses 31e à 33e, 35e, 38e, 40e et 42e séances, le 31 octobre, les 9, 20 et 29 novembre et les 1er et 8 décembre 2000. Les débats qu'elle a tenus à ce sujet sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.2/55/SR.31 à 33, 35, 38, 40 et 42). L'attention est aussi appelée sur le débat général que la Commission a tenu de sa 3e à sa 7e séance, les 2, 3 et 5 octobre (voir A/C.2/55/SR.3 à 7).

3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :

- a) Rapport du Directeur exécutif de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (A/55/14)¹;
- b) Rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies (A/55/31)²;
- c) Rapport du Secrétaire général sur le projet relatif à une École des cadres des Nations Unies (A/55/369 et Add.1);
- d) Rapport du Secrétaire général sur l'Université des Nations Unies (A/55/412);

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 14 (A/55/14).

² Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 31 (A/55/31).

e) Rapport du Secrétaire général sur l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (A/55/510);

f) Lettre datée du 10 octobre 2000, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de l'Inde et de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/55/473).

4. À la 31e séance, le 31 octobre, le recteur de l'Université des Nations Unies a fait une déclaration liminaire (voir A/C.2/55/SR.31).

5. À la 33e séance, le 9 novembre, le Directeur exécutif de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, le Sous-Secrétaire général aux affaires économiques et sociales et le Directeur de l'École des cadres des Nations Unies ont fait des déclarations liminaires (voir A/C.2/55/SR.33).

II. Examen de propositions

A. Projets de résolution A/C.2/55/L.24 et Rev.1

6. À la 32e séance, le 8 novembre, le représentant du Japon, au nom des pays suivants : Allemagne, Australie, Azerbaïdjan, Canada, Cap-Vert, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Géorgie, Ghana, Haïti, Iran (République islamique d'), Islande, Japon, Jordanie, Kenya, Lettonie, Malte, Maroc, Mongolie, Nicaragua, Norvège, Pérou, République de Moldova, Roumanie, Slovaquie, Thaïlande, Turquie et Zambie, a présenté un projet de résolution intitulé « Université des Nations Unies » (A/C.2/55/L.24). Par la suite, les pays suivants : Arménie, Autriche, Bélarus, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Kazakhstan, Liban, Luxembourg, Pays-Bas, Philippines, Portugal, République de Corée, République dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et Tonga se sont joints aux auteurs du projet de résolution qui était ainsi libellé :

« L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions antérieures sur l'Université des Nations Unies,

Ayant examiné le rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies, présenté le 31 octobre 2000 par le recteur de l'Université, ainsi que le rapport du Secrétaire général sur l'Université,

Remerciant vivement les gouvernements et les autres entités publiques ou privées qui ont à ce jour fourni des contributions volontaires pour soutenir l'Université,

Notant avec satisfaction que l'année 2000 est celle du vingt-cinquième anniversaire de la mise en route des programmes de l'Université et que, dans l'intervalle, celle-ci s'est forgé une identité originale au sein des Nations Unies comme de la communauté universitaire et scientifique internationale,

1. *Prend note avec satisfaction* des mesures prises par le Conseil et le recteur de l'Université pour faire connaître ses travaux et lui assurer une plus grande visibilité, en particulier dans les États Membres, au sein de l'Organisation des Nations Unies et parmi les organisations apparentées, no-

tamment en organisant une série de forums publics pour diffuser les résultats de ses travaux de recherche, et les prie d'intensifier encore leurs efforts dans ce sens, surtout en faisant appel aux technologies de l'information et de la communication;

2. *Se félicite* de l'adoption par le Conseil de l'Université du "Plan stratégique 2000 : Approfondir les connaissances en matière de sécurité et de développement humains", qui prévoit des programmes axés sur la recherche, les grandes orientations, le renforcement des capacités et la diffusion d'informations et articulés autour de deux grands thèmes, paix et gouvernance et environnement et développement durable, dans le droit fil des préoccupations prioritaires de l'Organisation des Nations Unies;

3. *Se félicite également* de la contribution que l'Université apporte aux organismes des Nations Unies, tant dans le cadre des mécanismes intergouvernementaux, notamment pour les conférences mondiales, que dans leurs travaux d'analyse, et prie le recteur de l'Université de redoubler d'efforts pour développer son programme d'études consacrées aux grandes orientations;

4. *Se félicite en outre* des progrès accomplis par l'Université dans la voie de l'amélioration de son interaction et sa communication avec les autres organismes des Nations Unies, que le Secrétaire général a relevés dans son rapport sur l'Université, prie le recteur d'intensifier ses efforts dans ce sens et prie le Secrétaire général d'encourager les autres organismes des Nations Unies à améliorer de leur côté leur interaction et leur communication avec l'Université, afin que celle-ci puisse être un laboratoire d'idées pour l'ensemble des Nations Unies;

5. *Prie à ce propos* le Secrétaire général de continuer à étudier des mesures novatrices pour améliorer l'interaction et la communication entre l'Université et les autres organismes compétents des Nations Unies et de veiller, eu égard à la résolution 53/194 de l'Assemblée générale, à ce qu'il soit tenu compte des travaux de l'Université dans toutes les activités correspondantes du système, afin de permettre aux organismes des Nations Unies de mettre plus largement à profit les travaux de l'Université, et de lui présenter un rapport à ce sujet à sa cinquante-septième session;

6. *Constate avec satisfaction* les progrès faits par l'Université pour contribuer aux travaux du Comité administratif de coordination, et l'encourage à assumer un rôle actif à cet égard, de façon à mieux comprendre les besoins du système des Nations Unies et à mieux y répondre dans l'accomplissement de sa tâche;

7. *Note également avec satisfaction* l'initiative prise par l'Université, de concert avec l'Office des Nations Unies à Genève, de réunir les organismes de recherche des Nations Unies, et invite le Secrétaire général à utiliser ces réunions annuelles pour encourager une plus grande synergie entre ces organismes, et entre eux et d'autres parties du système des Nations Unies;

8. *Prend note* de l'importante coopération qui se déroule actuellement entre l'Université et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, en particulier en ce qui concerne les activités de suivi de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, tenue à Paris le 5 octobre 1998, l'établissement du *Rapport sur la mise en valeur des ressour-*

ces en eau dans le monde et le lancement du programme sur le dialogue entre les civilisations;

9. *Est consciente* qu'il importe d'établir des liens, une collaboration et une coopération avec les autres institutions de recherche et les universités dans le monde afin de faciliter l'échange de données d'expérience et de pratiques optimales;

10. *Souligne* qu'il continue d'être nécessaire que l'Université renforce la capacité des établissements universitaires et scientifiques des pays en développement en élargissant ses programmes de création de capacités et en établissant des partenariats et des réseaux novateurs, auxquels participeraient le système des Nations Unies, les établissements d'enseignement, les associations professionnelles, les organes du secteur privé et d'autres éléments de la société civile qui viendraient enrichir les travaux de l'Université;

11. *Prie* l'Université d'élargir la portée de ses activités de diffusion, en utilisant des méthodes novatrices, y compris les nouvelles techniques de l'information et de la communication, pour veiller à ce que les connaissances qu'elle développe soient mises à la disposition de tous ceux qui pourraient en tirer parti;

12. *Prie* le Conseil et le recteur, compte tenu des précédentes résolutions de l'Assemblée générale et du rapport du Corps commun d'inspection sur l'Université, de continuer à veiller à ce que l'Université fonctionne de façon efficace et économique et à assurer la transparence de ses finances et de ses comptes, de redoubler d'efforts pour accroître son Fonds de dotation et de trouver des moyens novateurs de mobiliser les contributions nécessaires pour financer ses dépenses de fonctionnement et ses divers programmes et projets;

13. *Invite* la communauté internationale à verser des contributions volontaires à l'Université, y compris ses centres et ses programmes de recherche et de formation, et plus particulièrement au Fonds de dotation. »

7. À la 40e séance, le 1er décembre, la Vice-Présidente de la Commission, Mme Anne Barrington (Irlande), a informé la Commission de l'issue des consultations officielles tenues sur le projet de résolution et appelé son attention sur un projet de résolution révisé (A/C.2/55/L.24/Rev.1), présenté par les auteurs du projet de résolution A/C.2/55/L.24, ainsi que par le Costa Rica, le Gabon, le Guatemala et les Tonga.

8. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/55/L.24/Rev.1 (voir par. 18, projet de résolution I).

B. Projets de résolution A/C.2/55/L.25 et Rev.1

9. À la 33e séance, le 9 novembre, le représentant de la France, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne et des pays suivants : Albanie, Andorre, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Costa Rica, ex-République yougoslave de Macédoine, Guatemala, Honduras, Hongrie, Iran (République islamique d'), Islande, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Liechtenstein, Malte, Monaco, Norvège, République de Moldova, République tchèque, Rou-

manie, Saint-Marin, Slovénie, Soudan, Suriname, Tadjikistan et Turquie, a présenté un projet de résolution (A/C.2/55/L.25) intitulé « École des cadres des Nations Unies à Turin (Italie) », ainsi libellé :

« *L'Assemblée générale,*

Rappelant la décision prise par le Secrétaire général en janvier 1996 de mettre en oeuvre à Turin (Italie) le projet relatif à une École des cadres des Nations Unies pour une période initiale de cinq ans,

Rappelant sa résolution 54/228 du 22 décembre 1999,

Réaffirmant l'importance de l'adoption, à l'échelle du système des Nations Unies, d'une approche coordonnée de la recherche et de la formation reposant sur une stratégie cohérente et efficace et sur une répartition effective des tâches entre les institutions et organismes compétents,

Accueillant favorablement le rapport du Secrétaire général ainsi que le rapport de l'Équipe d'évaluation indépendante,

1. *Se félicite* du travail accompli dans le cadre du projet d'École des cadres des Nations Unies, en particulier en vue d'améliorer le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines du développement économique et social et de la paix et de la sécurité internationales et de promouvoir à l'Organisation une culture de gestion commune;

2. *Exprime sa profonde reconnaissance* à l'Organisation internationale du Travail pour les contributions techniques, logistiques et administratives fournies par son Centre international de formation à Turin;

3. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre d'urgence les consultations avec le Comité administratif de coordination et les organismes compétents des Nations Unies et de lui soumettre, dès que possible, une version finale du projet de statut de l'École en tenant compte, selon qu'il conviendra, de l'issue desdites consultations concernant les fonctions, l'administration et le financement de l'École, pour qu'elle puisse l'examiner et l'approuver, de préférence à sa cinquante-cinquième session, et que l'École puisse être créée à compter du 1er janvier 2002;

4. *Décide* de créer l'École des cadres du système des Nations Unies en tant qu'institution de gestion du savoir à l'échelle du système des Nations Unies, de formation et d'apprentissage du personnel du système, en particulier en vue de créer un cadre de nature à promouvoir une culture commune de développement économique et social, de paix et de sécurité et de gestion interne;

5. *Décide en outre* qu'après la création de l'École des cadres, un rapport devra lui être présenté tous les deux ans sur l'oeuvre, les activités et les réalisations de l'École, ainsi que sur sa collaboration avec les autres institutions compétentes des Nations Unies. »

10. À la 38e séance, le 29 novembre, le représentant de la France, au nom des auteurs du projet de résolution A/C.2/55/L.25 et des pays suivants : Algérie, Bahreïn, Barbade, Bélarus, Bolivie, Burundi, Cameroun, Chili, Colombie, Comores, Croatie, Cuba, Djibouti, Équateur, Estonie, Éthiopie, Fidji, Gabon, Géorgie, Guyana, Haïti, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Israël, Lettonie, Liban, Lituanie, Maldives, Mali, Maroc, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Nauru, Nigéria, Ouz-

békistan, Pakistan, Paraguay, Pérou, Pologne, République arabe syrienne, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Sainte-Lucie, Togo, Tunisie, Uruguay et Venezuela, a présenté un projet de résolution révisé (A/C.2/55/L.25/Rev.1) intitulé « École des cadres des Nations Unies à Turin (Italie) », établi sur la base de consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/55/L.25.

11. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/55/L.25/Rev.1 (voir par. 18, projet de résolution II).

C. Projets de résolution A/C.2/55/L.35 et A/C.2/55/L.56

12. À la 35e séance, le 20 novembre, le représentant du Nigéria, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77, et de la Chine, a présenté un projet de résolution intitulé « Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche » (A/C.2/55/L.35), ainsi libellé :

« *L'Assemblée générale,*

Rappelant ses résolutions 49/125 du 19 décembre 1994, 50/121 du 20 décembre 1995, 51/188 du 16 décembre 1996, 52/206 du 18 décembre 1997, 53/195 du 15 décembre 1998 et 54/229 du 22 décembre 1999,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général et du Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche,

Se félicitant des efforts faits pour consolider le processus de restructuration de l'Institut et des progrès que ce dernier a réalisés récemment dans ses divers programmes et activités, notamment l'amélioration de la coopération avec d'autres organismes des Nations Unies et avec les institutions régionales et nationales,

Exprimant sa gratitude aux gouvernements et aux organismes privés qui ont apporté des contributions financières et autres à l'Institut ou lui en ont annoncé,

Notant que les contributions au Fonds général de l'Institut n'ont pas augmenté proportionnellement à la participation accrue des pays développés aux programmes de formation, et soulignant qu'il faut d'urgence réduire cet écart,

Réaffirmant que les activités de formation devraient avoir un rôle plus important dans la gestion des affaires internationales et l'exécution des programmes de développement économique et social des organismes des Nations Unies et qu'il faudrait mettre ce rôle plus en relief,

1. *Réaffirme* l'importance d'une démarche coordonnée à l'échelle du système des Nations Unies en matière de recherche et de formation, et souligne qu'il est nécessaire que les institutions de formation et de recherche des Nations Unies évitent les doubles emplois;

2. *Réaffirme également* l'utilité de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, compte tenu de l'importance croissante de la formation au sein du système des Nations Unies et des besoins des États dans ce domaine, et l'intérêt des activités de recherche liées à la formation menées par l'Institut dans le cadre de son mandat;

3. *Souligne* qu'il faut que l'Institut renforce encore sa coopération avec les autres instituts des Nations Unies et les instituts nationaux, régionaux et internationaux appropriés;

4. *Se félicite* des progrès réalisés dans l'instauration de partenariats entre l'Institut et d'autres institutions et organismes des Nations Unies en ce qui concerne leurs programmes de formation et, à cet égard, souligne qu'il faut développer et élargir encore la portée de ces partenariats, en particulier au niveau des pays;

5. *Se félicite également* des décisions que le Secrétaire général a prises jusqu'à présent d'assurer la continuité dans la direction de l'Institut et d'examiner la question du grade qui conviendrait au poste du directeur général;

6. *Demande* au Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche de déployer des efforts accrus pour faire appel à des experts de pays en développement et de pays en transition aux fins de l'élaboration de matériels pédagogiques pertinents pour ses programmes et activités, et souligne que les cours de l'Institut devraient essentiellement porter sur le développement;

7. *Renouvelle* l'appel qu'il a lancé à tous les gouvernements, en particulier à ceux des pays développés, et aux institutions privées qui n'ont pas encore apporté de contributions financières ou autres à l'Institut, pour qu'ils lui fournissent un appui généreux, financier et autre, et demande instamment aux États qui ont cessé de verser des contributions volontaires d'envisager de recommencer à le faire, compte tenu des progrès qui ont été réalisés dans la restructuration et la revitalisation de l'Institut;

8. *Engage* le Conseil d'administration de l'Institut à poursuivre ses efforts pour éliminer l'écart entre la baisse des contributions au Fonds général de l'Institut et l'augmentation de la participation à ses programmes;

9. *Engage également* le Conseil d'administration à envisager d'organiser des activités de l'Institut dans d'autres lieux, notamment dans les villes où siègent les commissions régionales, en vue de promouvoir un renforcement de la participation et de réduire les coûts;

10. *Prie* le Secrétaire général de continuer à examiner, en consultation avec l'Institut et avec les fonds et programmes des Nations Unies, les moyens permettant de faire systématiquement appel à l'Institut pour exécuter des programmes de formation et de renforcement des capacités;

11. *Prend note avec satisfaction* des services rendus par le Directeur général de l'Institut eu égard aux difficultés liées au surcroît de responsabilités auquel son bureau a dû faire face;

12. *Prie* le Secrétaire général de mettre à la disposition de l'Institut les bureaux dont il a besoin à Genève et à New York sans que celui-ci ait à acquitter un loyer et des frais de fonctionnement, comme l'a demandé le Conseil d'administration, compte tenu du fait que ce privilège est accordé à d'autres institutions des Nations Unies;

13. *Prie également* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-sixième session, de l'application de la présente résolution. »

13. À la 42e séance, le 8 décembre, la Commission était saisie d'un état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.2/55/L.35, présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale (A/C.2/55/L.49).

14. À la même séance, le Vice-Président de la Commission, M. Navid Hanif (Pakistan), a déposé un projet de résolution (A/C.2/55/L.56) présenté sur la base de consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/55/L.35.

15. Également à la même séance, le Directeur de la Division de la planification des programmes et du budget (Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité) a présenté un état des incidences du projet de résolution (A/C.2/55/L.56) sur le budget-programme (voir A/C.2/55/SR.42).

16. À la 42e séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/55/L.56 (voir par. 18, projet de résolution III).

17. Le projet de résolution A/C.2/55/L.56 ayant été adopté, les auteurs du projet de résolution A/C.2/55/L.35 ont retiré ce dernier.

III. Recommandations de la Deuxième Commission

18. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution suivants :

Projet de résolution I **Université des Nations Unies**

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions antérieures sur l'Université des Nations Unies, notamment la résolution 53/194 du 15 décembre 1998,

Ayant examiné le rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies³, présenté le 31 octobre 2000 par le recteur de l'Université, ainsi que le rapport du Secrétaire général sur l'Université⁴,

Consciente qu'il faut continuer d'appliquer une méthode coordonnée dans tout le système à propos de la formation et des sujets de recherche qui s'y rapportent et continuer d'appliquer une stratégie cohérente pour tirer parti des domaines d'intérêt communs et des complémentarités entre les diverses institutions de formation et de recherche à l'intérieur du système des Nations Unies,

Remerciant vivement les gouvernements et les autres entités publiques ou privées qui ont à ce jour fourni des contributions volontaires pour soutenir l'Université,

Notant avec satisfaction que, depuis sa création il y a 25 ans, l'Université s'est forgé une identité originale au sein du système des Nations Unies comme de la communauté universitaire et scientifique internationale,

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 31 (A/55/31).

⁴ A/55/412.

1. *Se félicite* de l'adoption par le Conseil d'administration de l'Université du « Plan stratégique 2000 : Promouvoir les connaissances aux fins de la sécurité de l'humanité et du développement », qui prévoit des programmes axés sur la recherche, les grandes orientations, le renforcement des capacités et la diffusion d'informations et articulés autour de deux grands thèmes, paix et gouvernance et environnement et développement durable, dans le droit fil des préoccupations prioritaires de l'Organisation des Nations Unies;

2. *Prend note avec satisfaction* des mesures prises par le Conseil et le recteur de l'Université pour faire connaître ses travaux et lui assurer une plus grande visibilité, en particulier dans les États Membres, au sein de l'Organisation des Nations Unies et parmi les organisations apparentées, notamment en organisant une série de forums publics pour diffuser les résultats de ses travaux de recherche, et les prie d'intensifier encore leurs efforts dans ce sens;

3. *Se félicite également* de la contribution que l'Université apporte aux organismes des Nations Unies, tant dans le cadre des mécanismes intergouvernementaux, notamment pour les conférences mondiales, que dans leurs travaux d'analyse, et prie le recteur de l'Université de redoubler d'efforts pour développer son programme d'études consacrées aux grandes orientations;

4. *Souligne* qu'il continue d'être nécessaire que l'Université renforce la capacité des établissements universitaires et scientifiques des pays en développement en élargissant ses programmes de création de capacités et en établissant des partenariats et des réseaux novateurs, auxquels participeraient les organismes des Nations Unies, les établissements d'enseignement, les associations professionnelles, les organes du secteur privé et d'autres éléments de la société civile qui viendraient enrichir les travaux de l'Université;

5. *Se félicite* des progrès accomplis par l'Université pour améliorer son interaction et sa communication avec les autres organismes des Nations Unies, que le Secrétaire général a relevés dans son rapport sur l'Université⁴, prie le recteur d'intensifier ses efforts dans ce sens et prie le Secrétaire général d'encourager les autres organismes des Nations Unies à améliorer de leur côté leur interaction et leur communication avec l'Université, afin que celle-ci puisse être un laboratoire d'idées pour l'ensemble des Nations Unies;

6. *Prie* à ce propos le Secrétaire général de continuer à étudier des mesures novatrices pour améliorer l'interaction et la communication entre l'Université et les autres organismes compétents des Nations Unies et de veiller, eu égard à sa résolution 53/194, à ce qu'il soit tenu compte des travaux de l'Université dans toutes les activités correspondantes du système, afin de permettre aux organismes des Nations Unies de mettre plus largement à profit les travaux de l'Université, et de lui présenter un rapport à ce sujet à sa cinquante-septième session;

7. *Constate avec satisfaction* les progrès faits par l'Université pour contribuer aux travaux du Comité administratif de coordination, et l'encourage à assumer un rôle actif à cet égard, de façon à mieux comprendre les besoins du système des Nations Unies et à mieux y répondre dans l'accomplissement de sa tâche;

8. *Note également avec satisfaction* l'initiative prise par l'Université, de concert avec l'Office des Nations Unies à Genève, de réunir les organismes de recherche des Nations Unies, et invite le Secrétaire général à utiliser ces réunions an-

nelles pour encourager une plus grande synergie entre ces organismes, et entre eux et d'autres parties du système des Nations Unies;

9. *Prend note* de l'importante coopération qui se déroule actuellement entre l'Université et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, en particulier en ce qui concerne les activités de suivi de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, tenue à Paris le 5 octobre 1998, l'établissement du *Rapport sur la mise en valeur des ressources en eau dans le monde* et le lancement du programme sur le dialogue entre les civilisations;

10. *Est consciente* qu'il importe d'établir des liens, une collaboration et une coopération avec les autres institutions de recherche et les universités du monde entier, en particulier celles des pays en développement, afin de faciliter l'échange d'informations, de données d'expérience et de pratiques optimales de manière à intégrer la perspective des pays en développement à toutes les activités de l'Université;

11. *Prie* l'Université d'élargir la portée de ses activités de diffusion, en utilisant des méthodes novatrices, y compris les nouvelles techniques de l'information et des communications, pour veiller à ce que les connaissances qu'elle développe soient mises à la disposition de tous ceux qui pourraient en tirer parti;

12. *Prie* le Conseil et le recteur, compte tenu des précédentes résolutions et du rapport du Corps commun d'inspection sur l'Université⁵, de continuer à veiller à ce que l'Université fonctionne de façon efficace et économique et à assurer la transparence de ses finances et de ses comptes, de redoubler d'efforts pour accroître son fonds de dotation et de trouver des moyens novateurs de mobiliser les contributions nécessaires pour financer ses dépenses de fonctionnement et ses divers programmes et projets;

13. *Invite* la communauté internationale à verser des contributions volontaires à l'Université, y compris ses centres et ses programmes de recherche et de formation, et plus particulièrement au Fonds de dotation.

Projet de résolution II **École des cadres des Nations Unies à Turin (Italie)**

L'Assemblée générale,

Rappelant la décision prise par le Secrétaire général en janvier 1996 de mettre en oeuvre à Turin (Italie) le projet relatif à une École des cadres des Nations Unies pour une période initiale de cinq ans,

Rappelant également sa résolution 54/228 du 22 décembre 1999,

Réaffirmant l'importance de l'adoption, à l'échelle du système des Nations Unies, d'une approche coordonnée de la recherche et de la formation reposant sur une stratégie cohérente et efficace et sur une répartition effective des tâches entre les institutions et organismes compétents,

⁵ Voir A/53/392.

Accueillant favorablement le rapport du Secrétaire général⁶ et le rapport de l'Équipe d'évaluation indépendante⁷,

1. *Prend note avec satisfaction* du travail accompli dans le cadre du projet d'École des cadres des Nations Unies, en particulier en vue d'améliorer le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines du développement économique et social et de la paix et de la sécurité internationales et de promouvoir à l'Organisation une culture de gestion commune;

2. *Exprime sa profonde reconnaissance* à l'Organisation internationale du Travail pour les contributions techniques, logistiques et administratives fournies par son Centre international de formation à Turin;

3. *Décide* de créer, à compter du 1er janvier 2002, après approbation de ses statuts, l'École des cadres du système des Nations Unies en tant qu'institution de gestion du savoir à l'échelle du système des Nations Unies, et de formation et d'apprentissage du personnel du système visant à oeuvrer en particulier dans les domaines du développement économique et social, de la paix et de la sécurité et de la gestion interne du système des Nations Unies;

4. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre d'urgence les consultations avec le Comité administratif de coordination et les organismes compétents des Nations Unies et de lui soumettre, dès que possible, une version finale du projet de statut de l'École en tenant compte, selon qu'il conviendra, de l'issue desdites consultations concernant les fonctions, l'administration et le financement de l'École, pour qu'elle puisse l'examiner et l'approuver, de préférence à sa cinquante-cinquième session;

5. *Décide* qu'après la création de l'École des cadres, un rapport devra lui être présenté tous les deux ans sur l'oeuvre, les activités et les réalisations de l'École, ainsi que sur sa collaboration avec les autres institutions compétentes des Nations Unies.

Projet de résolution III **Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche**

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 49/125 du 19 décembre 1994, 50/121 du 20 décembre 1995, 51/188 du 16 décembre 1996, 52/206 du 18 décembre 1997, 53/195 du 15 décembre 1998 et 54/229 du 22 décembre 1999,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général⁸ et du Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche⁹,

Se félicitant des efforts faits pour consolider le processus de restructuration de l'Institut et des progrès enregistrés récemment dans ses divers programmes et activités, notamment l'amélioration de la coopération avec d'autres organismes des Nations Unies et avec les institutions régionales et nationales,

⁶ A/55/369.

⁷ A/55/369/Add.1.

⁸ A/55/510.

⁹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 14* (A/55/14).

Exprimant sa gratitude aux gouvernements et aux organismes privés qui ont apporté des contributions financières et autres à l'Institut ou lui en ont annoncé,

Notant que les contributions au Fonds général n'ont pas augmenté et que la participation des pays développés à des programmes de formation, à New York et à Genève, est en hausse,

Notant que le plus gros des ressources versées à l'Institut va au Fonds spécial et non au Fonds général, et soulignant la nécessité de remédier à ce déséquilibre,

Notant également que l'Institut ne reçoit pas de subvention prélevée sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, qu'il offre gratuitement des programmes de formation à tous les États Membres et qu'à des organismes analogues des Nations Unies installés à Genève ne sont facturés ni loyers ni frais d'entretien,

Réaffirmant que les activités de formation devraient jouer un rôle plus important à l'appui de la gestion des affaires internationales et dans l'exécution des programmes de développement économique et social des organismes des Nations Unies et qu'il faudrait mettre ce rôle plus en relief,

1. *Réaffirme* l'importance d'une démarche coordonnée à l'échelle du système des Nations Unies en matière de recherche et de formation⁵, fondée sur une stratégie cohérente et bien conçue et sur une répartition rationnelle des tâches entre les institutions et organes concernés;

2. *Réaffirme également* l'utilité de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, compte tenu de l'importance croissante de la formation dans le système des Nations Unies et des besoins des États dans ce domaine, et l'intérêt des activités de recherche liées à la formation menées par l'Institut dans le cadre de son mandat;

3. *Souligne* qu'il faut que l'Institut renforce encore sa coopération avec les autres instituts des Nations Unies et les instituts nationaux, régionaux et internationaux appropriés;

4. *Se félicite* des progrès réalisés dans l'instauration de partenariats entre l'Institut et d'autres institutions et organismes des Nations Unies en ce qui concerne leurs programmes de formation et, à cet égard, souligne qu'il faut développer et élargir encore la portée de ces partenariats, en particulier au niveau des pays;

5. *Se félicite également* des décisions que le Secrétaire général a prises jusqu'à présent d'assurer la continuité dans la direction de l'Institut et d'examiner la question du rang à attribuer au poste du directeur général;

6. *Demande* au Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche de déployer des efforts accrus pour faire appel à des experts de pays en développement et de pays en transition pour élaborer des matériels pédagogiques adaptés à ses programmes et activités, et souligne que les cours de l'Institut devraient essentiellement porter sur le développement;

7. *Renouvelle* l'appel qu'il a lancé à tous les gouvernements, en particulier à ceux des pays développés, et aux institutions privées qui n'ont pas encore apporté de contributions financières ou autres à l'Institut, pour qu'ils lui fournissent un appui généreux, financier et autre, et demande instamment aux États qui ont cessé de verser des contributions volontaires d'envisager de revoir leur décision, compte tenu

des progrès qui ont été réalisés dans la restructuration et la revitalisation de l'Institut;

8. *Demande* aux pays développés, qui participent de plus en plus aux programmes de formation à New York et à Genève, de verser des contributions au Fonds général ou, s'ils en versent déjà, de les augmenter;

9. *Engage* le Conseil d'administration de l'Institut à continuer de s'efforcer de trouver une solution à la situation critique dans laquelle se trouve l'Institut sur le plan financier, en cherchant en particulier à accroître le nombre de donateurs et augmenter les contributions versées au Fonds général;

10. *Engage également* le Conseil d'administration à envisager de varier davantage les lieux où se tiennent les manifestations organisées par l'Institut, en pensant notamment aux villes où siègent les commissions régionales, afin de favoriser une plus grande participation et de réduire les coûts;

11. *Prie* le Secrétaire général de continuer à examiner, en consultation avec l'Institut et avec les fonds et programmes des Nations Unies, les moyens permettant de faire systématiquement appel à l'Institut pour exécuter des programmes de formation et de renforcement des capacités aux fins du développement économique et social des pays en développement;

12. *Prend note avec satisfaction* des services rendus par le Directeur général de l'Institut eu égard aux difficultés liées au surcroît de responsabilités auquel son bureau a dû faire face;

13. *Prie* le Secrétaire général d'envisager de reclasser les loyers et les charges facturés à l'Institut, l'objectif étant d'atténuer les difficultés financières que traverse actuellement ce dernier, qui sont aggravées par la pratique actuelle consistant à appliquer les tarifs du marché, compte tenu du fait que ce privilège est accordé à d'autres organisations apparentées à l'Organisation des Nations Unies;

14. *Prie également* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-sixième session, de l'application de la présente résolution.